

**L'état des lieux de l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté  
dans les pays de la Francophonie mondiale :  
Forces – Faiblesses – Difficultés – Opportunités**

**Bilan-synthèse**

L'événement sur l'état des lieux de l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté dans les pays de la Francophonie mondiale qui a eu lieu le 26 juin 2017 dans le cadre du 6<sup>e</sup> Forum Planèt'ERE, avait pour objectif de dresser un bilan de la situation de l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté dans les pays membres du réseau Planèt'ERE. Un questionnaire avait été préalablement envoyé aux responsables nationaux. Celui-ci incluait sept questions invitant à relever les forces, les faiblesses, difficultés et opportunités concernant l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté dans chacun des pays. Parmi les 34 pays francophones membre du réseau Planèt'ERE, 15 ont répondu (un taux de 44 % de réponses) : par ordre alphabétique, la Belgique, le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Congo (Brazzaville) et le Congo (Kinshasa), l'Égypte, la France, la Guinée, Haïti, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, la Niger et le Québec. Certains représentants de ces pays ont pu se rendre au Forum pour exposer la situation de l'ERE dans leur pays. Ce fût le cas de la Belgique, du Bénin, de l'Égypte, la France, la Guinée, Haïti et la Mauritanie ; soit la moitié des pays ayant répondu au questionnaire. Pour commencer ce partage, la vidéo de Roland Gérard a présenté une synthèse de la situation en France. Après la prise de parole de chaque pays membre présent lors de cet événement, une synthèse a été présentée par Virginie Boelen du Centr'ERE, rassemblant l'ensemble des réponses au questionnaire. Voici les principaux éléments de cette synthèse :

**Des disparités existent entre les pays dits du Nord et les pays dits du Sud.**

En ce qui concerne les pays du Nord, on observe une volonté et des actions concrètes en éducation relative à l'environnement au niveau gouvernemental, que ce soit en milieu formel (académique) et non formel (musées, fermes, centres écologiques, ONG), correspondant notamment à l'octroi de subventions et la création d'un réseau de collaborations entre les différents acteurs. Quant aux enjeux et perspectives, il y a un désir de structurer et de baliser le secteur de l'ERE en matière de communication et de systématisation de données, de façon à soutenir sa professionnalisation et le rendre plus efficace et partagé par tous. Le besoin de financement est également un enjeu majeur pour pérenniser les structures et leurs actions.

En ce qui concerne les pays du Sud, il en est tout autrement. Bien que différentes instances gouvernementales affichent une volonté de prendre en considération l'enjeu majeur d'une ERE, que ce soit via un décret ministériel comme au Congo (Brazzaville), une loi comme la loi LOSEN au Niger, une inclusion dans la Constitution comme au Mali, la création d'un programme national et sectoriel comme au Maroc ou encore une politique nationale comme au Burundi, il y a peu d'actions gouvernementales concrètes. Les initiatives sont locales et majoritairement non formelles avec peu de soutien tangible et durable de la part des gouvernements. Peu de liens de collaboration existent entre les différents acteurs œuvrant pour une ERE. La plupart des projets d'envergure sont menés avec des partenaires internationaux tels que les Nations Unies ou l'Union Européenne. Malheureusement ces initiatives ne sont pas ensuite reprises par les pays, faute de mobilisation interne sur une large échelle et en raison du manque de moyens financiers.

Les obstacles majeurs pour une éducation relative à l'environnement sont d'une part, la pauvreté et la faim face à des situations géopolitiques critiques et d'autre part, le manque d'éducation de manière générale. De fait, les acteurs expriment une impuissance à faire changer les choses en matière d'ERE dans leur pays tant au niveau des citoyens que des instances gouvernementales, et font ainsi appel à la coopération internationale.

L'ensemble des réponses au questionnaire acheminées par les différents pays, les présentations des participants ainsi que la présentation de synthèse sont mis en ligne.

Virginie Boelen  
Pour le Centr'ERE